

LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE : UN CONFLIT ENTRE PUISSANCES DISSEMBLABLES



CLAUDIO KATZ *

Le conflit entre les États-Unis et la Chine est la principale confrontation géopolitique actuelle. Il existe des pronostics très différents du vainqueur final de cet affrontement et des interprétations très diverses sur les causes de cette opposition. Les caractérisations les plus courantes mettent en avant le choc des civilisations, la transition vers une nouvelle puissance hégémonique et l'émergence d'un monde multipolaire.

Mais la première interrogation à résoudre est celle de la définition des deux puissances : s'affrontent-elles depuis des positions similaires ou opposées ? Expriment-elles des forces sociales comparables ou dissemblables ?

La logique d'une agression

L'hostilité des États-Unis envers son rival a une longue histoire. Clinton a donné la priorité au déploiement de missiles frontaliers contre la Russie, mais a ordonné le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade. Bush s'est engagé dans les guerres du Moyen-Orient, mais n'a pas négligé le réarmement de Taïwan. Le conflit avec la Chine s'est intensifié après la crise de 2008, lorsque le pouvoir économique

* ÉCONOMISTE, CHERCHEUR AU CONICET (L'ÉQUIVALENT ARGENTIN DU CNRS), PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BUENOS AIRES, MEMBRE DU GROUPE EDI (ECONOMISTAS DE IZQUIERDA, ÉCONOMISTES DE GAUCHE). NOMBRE DE SES TEXTES SONT DISPONIBLES SUR : <WWW.LAHAIN.E.ORG/KATZ>.

de la nouvelle puissance est devenu aussi visible que l'incapacité de Washington à le contrer.

Obama a amorcé un tournant vers une confrontation plus directe, notamment en déployant des troupes dans la région asiatique. Il a saboté le rapprochement du Japon avec Pékin et enterré la tentative du Japon de fermer la base militaire du Pentagone à Okinawa (Watkins, 2019).

Trump a redoublé d'ardeur. Il a désigné la Chine comme le grand ennemi stratégique, introduit un programme mercantiliste virulent et accentué le différend sur la primauté technologique. Il a sanctionné des entreprises chinoises comme Huawei pour empêcher sa prépondérance sur le nouveau système numérique 5G et a conçu un plan pour évincer son rival de toutes les plateformes. Son projet *Clean Network* comprenait la coupure des câbles sous-marins et l'effacement de données informatiques (Crooke, 2020).

L'ancien magnat de l'immobilier a accusé la Chine d'exporter le Covid et a ravivé les vieux préjugés racistes à l'encontre des Asiatiques («ils se nourrissent d'espèces exotiques et transmettent des maladies»). Il a essayé de rendre les Asiatiques responsables de tous les maux contemporains et a complété cette rhétorique hostile par une grande démonstration belliciste (Margueliche, 2020). Il a déployé la puissance de feu américaine pour faire valoir de dures exigences économiques à l'encontre de son concurrent.

L'encercllement de la Chine que le Pentagone a commencé à ériger s'inspire d'une doctrine de frappes létales contre les infrastructures chinoises (*Air Sea Battle*), dans l'hypothèse (encore très lointaine) d'un conflit ouvert.

La priorité immédiate est le harcèlement naval en mer de Chine. Comme il n'existe pas de règles convenues pour l'administration de cette zone vitale du commerce mondial, le différend est réglé par le déplacement de canonnières. La Maison Blanche ignore tout simplement qu'elle agit dans une mer intérieure sous autorité chinoise. Ses principaux stratèges estiment que les principales tensions entre les deux puissances se joueront dans ce rayon maritime (Mearsheimer, 2020). Les actions guerrières diffuses avec des forces non étatiques – que le Pentagone a promues dans différentes parties du monde au cours des dernières décennies – ne suffiraient pas à contenir le géant asiatique (Fornillo, 2017).

La création accélérée d'une « OTAN du Pacifique » – avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et l'Inde – corrobore les intentions agressives de Washington. Le premier partenaire accueille 25 bases

militaires états-uniennes, le deuxième 15, et le troisième constitue un grand porte-avions de la première puissance (Bello, 2020). L'Inde a également introduit de nouveaux exercices conjoints avec les *Marines* (Rios 2021).

Tout l'*establishment* de Washington soutient cette pression géopolitico-militaire. La politique antérieure de partenariat économique avec la Chine a été érodée par la crise de 2008 et anéantie par la pandémie. Le harcèlement permanent est autant encouragé par les courants pro-mondialisation que par les plus nationalistes, autant par les multinationales que par les hauts fonctionnaires. Les médias libéraux (plus à gauche, dans le système états-unien) et les principaux conseillers de la Maison Blanche partagent cette position belliqueuse (Merino, 2020).

Tous les messages de Biden depuis son investiture ont réaffirmé cette politique de confrontation. Le nouveau président a atténué l'intensité de la guerre commerciale, mais il renforce le différend technologique et reconstruit les alliances avec l'Europe afin d'isoler la Chine. Il a sélectionné une équipe de conseillers spécialisés dans ce durcissement.

Biden brandit la bannière démagogique des droits de l'homme pour accroître le mécontentement à Hong Kong et déstabiliser le régime chinois. Des ONG et des fondations financées par le Département d'État (l'équivalent états-unien du ministère des Affaires étrangères) sont actives dans l'enclave. Il soutient également la militarisation de Taïwan, qui est encouragée par l'actuelle présidente de droite de l'île.

Washington intensifie son agressivité à l'égard de la Chine pour étayer un projet plus ambitieux de reconquête de sa domination mondiale. Alors que la cohésion sociale intérieure est brisée par une crise de longue durée qui ronge son économie, la première puissance mondiale doit affronter son principal concurrent. C'est le principal objectif des États-Unis pour reprendre le leadership impérial. Une telle confrontation est plus importante que de s'assurer des avantages sur l'Europe ou la bataille contre le rival russe. Moscou est un concurrent géopolitique et militaire mais pas un challenger économique. C'est pourquoi le siège de la Chine est la priorité stratégique des États-Unis.

Le contrepoint défensif

La nouvelle puissance orientale a une attitude très différente de celle de son concurrent. Elle rejette la revendication états-unienne

d'internationaliser son espace côtier, avec des mesures défensives pour contrôler les zones de pêche, les voies de navigation et les réserves de pétrole et de gaz offshore. Elle n'envoie pas de navires pour naviguer dans les environs de New York ou de la Californie.

La Chine exerce sa souveraineté dans un rayon de *miles* très limité, ce qui contraste avec les énormes zones maritimes sous le contrôle des États-Unis, de la France ou de l'Australie (Poch de Feliu, 2021). La défense de ce territoire est aussi importante pour Pékin que la récupération des anciennes enclaves de Macao et de Hong Kong. Elle cherche à consolider un espace national qui a été piétiné à de nombreuses reprises par le colonialisme.

Il est vrai que la Chine développe cette politique à travers un intense programme de modernisation militaire, qui ne se limite pas aux forces terrestres. Le nouveau déploiement naval prévoit la construction de sept îles artificielles pour contrer la présence de la Septième flotte états-unienne (Rousset, 2018). Comme 80 % des marchandises échangées dans le monde sont transportées par voie maritime, le contrôle de cette voie est devenu indispensable pour une économie aussi internationalisée.

28

Il est important de noter le gouffre qui sépare les deux puissances en matière de dépenses militaires. En 2019, le budget de la Chine pour ce secteur était d'environ 261 milliards de dollars, contre 732 milliards de dollars pour les États-Unis. L'investissement annuel en armement du colosse états-unien dépasse les 10 pays qui le suivent dans le classement (Benjamin, Davies, 2020). Pékin possède 260 ogives nucléaires contre 4500 pour Washington et n'exploite que deux porte-avions vieillissants contre onze pour son rival (Bello, 2020). La grande taille, en termes quantitatifs, de l'armée chinoise ne définit pas le vainqueur dans les conflits contemporains.

Il est certain que le géant de l'Est prévoit d'installer plusieurs bases à l'étranger, mais à ce jour, il n'a réalisé qu'un seul projet à Djibouti. Cet avant-poste contraste avec la constellation hallucinante de forces militaires états-uniennes situées aux quatre coins du globe.

La stratégie géopolitique de la Chine ne met pas l'accent sur l'aspect militaire. Elle favorise l'épuisement économique de son rival par une longue bataille d'usure productive. Elle cherche à « fatiguer l'ennemi » par des manœuvres qui incluent l'acceptation formelle de revendications qui ne sont ensuite pas satisfaites.

En outre, Pékin ne valide aucune concession décisive dans le domaine de la technologie. Par exemple, il a réagi à l'emprisonnement

d'un cadre de Huawei en arrêtant immédiatement deux citoyens canadiens.

Le comportement prudent de la Chine s'inscrit dans la logique géopolitique d'un pouvoir offensif (*sharp power*), qui est aussi éloignée des réponses bellicistes dures (*hard power*) que des réactions simplement diplomatiques (*soft power*) (Yunes, 2018).

Avec un profil bas, la nouvelle puissance vise à briser le leadership états-unien sur le bloc occidental. Elle vise à créer un scénario de plus grand équilibre des forces en renforçant les relations avec l'Europe. Elle encourage surtout les accords de libre-échange que son rival a abandonnés. Elle propose également des accords commerciaux intéressants aux principaux acteurs du Moyen-Orient, consolide l'alliance défensive avec la Russie au sein d'une organisation commune (OCS) et donne la priorité à la neutralisation de ses voisins.

Pour contrebalancer les pressions belliciste du Pentagone, le dragon asiatique impulse de nombreux accords commerciaux avec les Philippines, la Malaisie, le Laos, le Cambodge et la Thaïlande. Il tente ses voisins avec les gains potentiels des entreprises communes. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank*, AIIB) est le principal instrument de cette opération (Noyola Rodríguez, 2018).

La même carotte s'étend à des adversaires plus dangereux. La Chine a récemment signé un important accord commercial (RCEP) avec l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et les dix économies d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Il vise à contrebalancer l'accord militaire que les États-Unis ont signé avec les principaux signataires de cet accord (QUAD). Elle n'a pas réussi à convaincre l'Inde – qui est courtisée avec une attention particulière par Washington en ravivant les différends territoriaux, ce qui a conduit en 1962 à un conflit frontalier sanglant avec la nouvelle puissance.

La définition impériale

La posture défensive de la Chine est cohérente avec le statut d'un pays qui s'est développé sur des bases socialistes, avec des compléments mercantiles et un modèle capitaliste lié à la mondialisation. Cette combinaison a permis de conserver les excédents à l'intérieur du pays. L'absence de néolibéralisme et de financiarisation a permis au pays d'éviter les déséquilibres plus aigus auxquels sont confrontés ses concurrents.

Le conflit avec les États-Unis a une incidence considérable sur la voie empruntée par la Chine. Il influence la définition du secteur qui prévaudra dans la direction de la société. L'évolution forcée vers le capitalisme ne s'est pas encore étendue à toute la structure du pays. La nouvelle classe dirigeante gère une grande partie de l'économie, mais ne contrôle pas l'État. Elle a renversé l'ancienne transition vers le socialisme sans établir sa prééminence. Contrairement à la Russie ou à l'Europe de l'Est, une formation intermédiaire prévaut en Chine, qui n'unit pas les capitalistes aux fonctionnaires, dans le cadre d'un héritage socialiste encore présent.

Cette structure particulière détermine une politique étrangère très différente de celle des grandes puissances. La Chine diffère des États-Unis en raison de son statut capitaliste insuffisant, qui fait obstacle à la mise en œuvre de politiques impérialistes.

Mais la continuité de ce parcours est soumise à l'issue du conflit entre les secteurs néolibéraux et étatistes. Le premier secteur rassemble les groupes capitalistes qui soutiennent le libre-échange avec des projets expansionnistes et des tentations impérialistes. Le second est favorable au renforcement de la gestion de l'État, à la modération de la restauration capitaliste et à la préservation de l'indépendance géopolitique internationale.

30

Xi Jinping exerce un arbitrage fort entre tous les courants de l'élite dirigeante. Pour assurer la cohésion territoriale du pays, il tient à l'écart les riches de la côte. Il a évincé les milliardaires et intensifié les campagnes de lutte contre la corruption pour enterrer les germes qui ont conduit à la désintégration semi-coloniale dans le passé.

La Chine évite les conflits avec les États-Unis afin de maintenir ces équilibres, et a donc encouragé un partenariat économique étroit avec son concurrent jusqu'à la crise de 2008. Par la suite, elle a essayé d'alléger les excédents commerciaux et les créances financières en se concentrant vers le marché intérieur.

Mais la poursuite d'un tel engagement avec Washington est entravée par la propre expansion du capitalisme. Les exigences concurrentielles imposées par l'appétit de profits accentuent le surinvestissement et les pressions qui en découlent pour écouler les excédents à l'étranger. La détente avec les États-Unis est mise à mal par les projets expansionnistes que la Chine multiplie pour tempérer la surproduction.

Cette confrontation économique est gérée par Pékin avec des règles défensives contre l'offensive de son adversaire. La dynamique

impériale américaine détermine le cours d'un conflit qui n'est pas le résultat d'un choc des civilisations, de l'évolution des transitions hégémoniques ou du conflit entre les modèles géopolitiques d'unipolarité et de multipolarité.

L'affrontement sino-américain représente le carrefour de l'impérialisme du 21^e siècle. Contrairement au fonctionnement du capitalisme au cours des dernières décennies, la forme générale de la domination mondiale n'est pas résolue. Si le néolibéralisme a complètement bouleversé le cours de l'économie contemporaine, les règles géopolitiques ne sont pas soumises à une norme visible.

L'impérialisme classique du début du siècle dernier – marqué par des catastrophes guerrières – et son successeur d'après-guerre – axé sur l'étouffement des révolutions et l'écrasement du socialisme – n'ont pas été remplacés par un autre modèle défini. L'affrontement entre les États-Unis et la Chine tend à définir ce profil.

Variété de corroborations

La posture défensive de la Chine face à l'agressivité de son adversaire est conforme au profil classique de la nouvelle puissance montante. Cette ambiguïté est soulignée par les différents interprètes du système en vigueur dans le pays.

Certains soulignent la présence d'une économie intérieure capitaliste sans projections extérieures interventionnistes. Ils mettent en évidence la prééminence notoire du modèle de la plus-value et du profit, résultat de l'expansion de l'emploi privé et de la réduction de la présence de l'État dans l'activité industrielle. Mais ils soulignent également que ce changement n'avait pas de connotations impériales. Ils considèrent que l'État est dirigé par une couche de fonctionnaires qui n'ont aucune ambition de domination internationale (Kotz ; Zhongjin Li, 2021).

Cette vision reprend la distinction entre les classes dirigeantes, qui accumulent du capital dans la gestion de l'économie, et les bureaucraties, qui contrôlent le fonctionnement de l'État afin d'asseoir leur hégémonie politique. Ils comprennent que cette dernière suprématie ne comporte pas actuellement de prétentions impériales.

Une autre approche rejette le placement de la Chine dans le peloton impérial en raison du caractère peu concluant de la restauration capitaliste (Roberts, 2018). Il rappelle que la soif d'une plus grande part de la plus-value renforce la recherche de marchés extérieurs. Mais il souligne également le plafond que le haut protagonisme

économique de l'État introduit à cette expansion. Le poids du secteur public en Chine dépasse la moyenne de toute économie développée et influence toutes les décisions d'investissement. Dans une structure économique sans financiarisation et sans primauté totale du capital privé, les fondements d'une politique impérialiste sont fragiles.

Un spécialiste de la politique étrangère chinoise arrive à des conclusions similaires. Il décrit la place prééminente de l'État dans les négociations économiques internationales et souligne que l'essentiel des crédits accordés aux autres pays est géré par des organismes publics (Prashad, 2020).

Cette prééminence de l'État explique le profil distinctif de ces prêts, par rapport à ceux gérés par des entités privées, le FMI ou la Banque mondiale. Les grandes entreprises capitalistes chinoises profitent de ces opérations, mais acceptent les règles des accords interétatiques définis par Pékin.

Une autre approche, plus ancrée dans l'histoire du pays, associe la prudence géopolitique de la Chine à la trajectoire d'un pays assiégé et dépourvu de traditions expansionnistes (Klare, 2013). Cet encerclement défensif de longue date fait obstacle à la transformation de la suprématie commerciale en une politique de domination.

Cette approche souligne également que l'accaparement des matières premières de la périphérie ravive la mémoire des deux siècles de souffrance semi-coloniale de la Chine. La Chine a été réduite à un statut de dépendance et n'a pas pu maintenir sa souveraineté après la guerre de l'opium. Les empires européens ont pris le contrôle de plusieurs ports et le Japon s'est emparé de vastes étendues de territoire. Seul le triomphe révolutionnaire de 1949 a mis fin à cette oppression.

Ces antécédents influencent toutes les relations extérieures et sont présents dans le commerce avec l'Afrique. La Chine investit massivement pour garantir son approvisionnement en matières premières, mais n'a pas le même comportement que le colonialisme européen. Elle aspire à contrôler les ressources naturelles, mais partage le souvenir des humiliations subies par ses clients. Elle emprunte donc (jusqu'à présent) une voie qui évite à la fois la domination et la solidarité avec le tourmenté continent africain.

Ce n'est pas seulement la trajectoire historique de la Chine qui l'empêche de devenir une puissance impériale. Le géant asiatique entretient un conflit structurel avec le concurrent états-unien, ce qui empêche la répétition du modèle de succession consommé au début du xx^e siècle.

Les continuités qui ont prévalu lors du passage de la domination britannique à la suprématie états-unienne ne s'appliquent pas au scénario actuel. Les deux géants anglo-saxons étaient liés par de multiples liens politiques, culturels et linguistiques. Ce lien étroit est désormais remplacé par des oppositions frontales dans tous les domaines entre les États-Unis et la Chine (Hobsbawm 2007).

Statut intermédiaire, puissance non impériale

D'autres analystes déduisent le caractère non impérial de la Chine de la position intermédiaire du pays dans la hiérarchie économique internationale. Ils considèrent que la nouvelle puissance asiatique s'est insérée dans un segment semi-périphérique. Cette situation équidistante des centres développés et des périphéries dépendantes détermine une double dynamique de développement. L'économie chinoise transfère la plus-value vers les pays avancés et capte les excédents des régions sous-développées (Minqi Li, 2017).

Ce statut intermédiaire place le géant oriental dans la position contradictoire d'émetteur et de récepteur des flux de valeur circulant sur le marché mondial. En raison de cette position, à égale distance du sommet et de la base de l'ordre mondial, la Chine est exclue à la fois du club des empires et de l'univers des nations assujetties.

Cette approche met en évidence l'existence de relations commerciales avec deux types de clients différents. Les fournisseurs de matières premières ou de biens fabriqués avec les investissements extérieurs de la Chine nourrissent le décollage du dragon asiatique. Mais les acheteurs à l'exportation ou les investisseurs étrangers dans le pays profitent davantage de ces activités que l'économie orientale elle-même.

Ce résultat contradictoire est dû au statut semi-périphérique de la nouvelle puissance. La classe capitaliste chinoise s'est développée dans le circuit mondial de l'accumulation, sans parvenir à contrôler totalement le flux de plus-value. Elle capte les excédents de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est, mais draine une partie de ces mêmes excédents vers les États-Unis et l'Europe (Minqi Li, 2020).

Ce regard illustre également comment les proportions de cet échange ont évolué au cours des dernières décennies. La Chine a progressé dans la mondialisation en transférant des portions décroissantes de la plus-value et en captant des quantités plus importantes de ces sommes. Les spécialistes de cette mutation

quantifient le changement à l'aide des critères marxistes de la théorie de la valeur. Ils estiment que l'échange de 16 unités de main-d'œuvre chinoise pour 1 unité étrangère qui prévalait dans le passé est maintenant revenu à 1 locale pour 0,6 internationale. Entre 1990 et 2014, un changement radical du nombre total d'unités de travail capturées et drainées par la Chine dans ses échanges extérieurs a eu lieu. On constate une primauté croissante du montant absorbé par rapport au montant transféré hors du pays (Minqi Li, 2017).

Néanmoins, cette énorme accumulation chinoise d'excédents commerciaux et de réserves n'a pas de corrélation monétaire en raison du statut intermédiaire du pays. Elle capte d'énormes excédents sans les gérer avec sa propre monnaie (Minqi Li, 2020). Cette difficulté à internationaliser le yuan oblige le pays à effectuer des transactions en dollars et à valider le maintien du seigneurage de cette monnaie (Lo Dec, 2016). Elle doit accumuler des bons du Trésor américain et payer un lourd tribut à son concurrent.

34 Cette immobilisation forcée des réserves chinoises en dollars est une nouvelle confirmation de la disparité qui prévaut entre les deux puissances. Cette asymétrie monétaire illustre l'insertion différenciée des deux prétendants dans la hiérarchie économique mondiale.

Ce diagnostic d'un schéma tripolaire de captures et de drainages de valeur dans la structure actuelle du capitalisme mondial est compatible avec le modèle analytique que nous avons développé dans notre récent ouvrage sur la théorie de la dépendance (Katz, 2018 : 281-284).

Cependant, notre approche place la Chine dans la position d'une économie centrale ascendante plutôt que dans celle d'une semi-périphérie. Ce dernier correspond à des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Inde, qui ne partagent des partenariats internationaux qu'avec le géant asiatique (BRICS). Ils ne sont pas au niveau de la deuxième puissance économique du monde sur aucun terrain effectif. La parenté établie par certains organismes dans la même catégorie « pays émergents » est aussi forcée qu'in vraisemblable.

D'autre part, l'évaluation de la croissance extraordinaire de la Chine ne peut se limiter aux flux internationaux de plus-value. Le secret de cette expansion était la rétention locale des surplus et l'accumulation orientée vers le marché ou la consommation locale. Une vision exclusivement externaliste du développement chinois perd de vue ce facteur déterminant. Mais au-delà de ces nuances, le classement intermédiaire de la Chine dans le système mondial apporte

un soutien original au diagnostic du pays comme nouvelle puissance non impériale.

Corollaires politiques

La caractérisation de la Chine comme un pays qui ne fait pas partie du groupe d'empires a des conséquences politiques importantes. Comme son rival états-unien incarne toutes les facettes de l'impérialisme contemporain, le conflit entre les deux oppose des puissances de nature différentes. Ils ne sont pas des concurrents équivalents, ni des ennemis égaux des majorités populaires du monde. Les positions de neutralité (ou d'indifférence) face à la confrontation en cours sont erronées. Les États-Unis attaquent un rival non impérial depuis une position impériale, qui répond par des actions défensives.

Toutefois, il est également vrai que la Chine est devenue une grande puissance économique. Elle a déjà consolidé des relations commerciales et d'investissement avec la majeure partie de la périphérie. La plus-value drainée par les entreprises capitalistes du nouveau géant limite le développement de l'Asie du Sud-Est et la rente captée en Afrique ou en Amérique latine aggrave la primarisation de ces deux zones. La Chine ne se comporte pas comme un dominateur impérial, mais elle ne favorise pas non plus le développement des régions appauvries de la planète.

Le géant asiatique pourrait devenir un allié politique des pays dépendants en raison de sa place unique dans l'ordre mondial. Elle ne fait pas partie de ce bloc de nations assujetties, mais elle pourrait être intégrée dans la bataille prioritaire contre l'impérialisme.

En Amérique latine, elle pourrait jouer un rôle de contrepoids à l'interventionnisme états-unien, similaire à celui joué dans le passé par l'Union soviétique. Ce rôle a fourni un soutien géopolitique à plusieurs processus de transformation.

Dans le contexte actuel, tous les pays du Nouveau Monde au sud du Rio Grande doivent forger un bloc de résistance contre la domination états-unienne. Dans le même temps, cependant, ils doivent également forger un front de négociation commun avec la Chine.

Une telle alliance est indispensable pour inverser les relations commerciales défavorables avec la nouvelle puissance. Les deux processus d'action anti-impérialiste contre Washington et de renégociation économique avec Pékin sont étroitement liés et présupposent une distinction qualitative entre l'ennemi impérial

et le partenaire potentiel. Cette caractérisation suscite d'intenses polémiques, que nous examinerons dans un prochain texte.

19 avril 2021

Traduit de l'espagnol par Thomas Posado

Bibliographie

- Bello Walden (2020), *¿Qué supondrá una presidencia de Biden para la región de Asia-Pacífico ?*, <<https://vientosur.info>>.
- Benjamin Medea, Davies Nicolas J. S. (2020), La guerra fría de EE. UU. con China aislará a EE. UU., no a China 08/08/2020, <<https://rebellion.org>>.
- Crooke Alastair (2020), *El doble desacoplamiento*, <<https://www.alainet.org/es/articulo/209241>>.
- Fornillo Bruno (2017), *La China de Xi Jin Ping y el Estados Unidos de Trump*, <<file:///C:/Users/Claudio/Dow/loads/18923>>.
- Hobsbawm Eric (2007), *Guerra y paz en el siglo XXI*, Editorial Crítica, Barcelona, España.
- Katz Claudio (2018), *La teoría de la dependencia, 50 años después*, Batalla de Ideas Buenos Aires.
- Klare Michael (2013), *Ser o no ser imperialista*, <<https://www.eldiplo.org/notas-web/>>.
- Kotz, David M; Zhongjin Li (2021), « Is China Imperialist? Economy, State, and Insertion in the Global System », décembre 2020, *Union for Radical Political Economics* at the virtual annual meeting of the *Allied Social Sciences Association*, 3-5 janvier.
- Lo Dic (2016), « Developing or Under-developing? Implications of China's "Going out" for Late Development », *SOAS Department of Economics Working Paper*, n° 198, London : SOAS, University of London.
- Margueliche Juan Cruz (2020), *La irrupción del Covid-19, los medios de comunicación y un nuevo escenario geopolítico*, <<https://www.academia.edu/43482291>>.
- Mearsheimer, John (2020), Es posible una guerra entre Estados Unidos y China en 2021, 25/07, <<https://www.perfil.com/noticias/actualidad/>>.
- Merino, Gabriel E. (2020), La reconfiguración imperial de Estados Unidos y las fisuras internas frente al ascenso de China. *Las venas del sur siguen abiertas: debates sobre el imperialismo de nuestro tiempo*. Batalla de Ideas, Buenos Aires.
- Minqi Li (2017), *From Socialism to Capitalism, and to Eco-Socialism*, <<http://pinguet.free.fr/minqili17>>.
- Minqi Li (2020), *Basic Task Of Scientists Has To Do With Increasing People's General Awareness About Physical And Social Laws Of Motion*, Mayis 19, <<http://bilimveyaydinlanma.org>>.
- Noyola Rodríguez Ulises (2018), *El BAI golpea el tablero financiero mundial*, <<http://www.iade.org.ar/noticias>>.
- Poch de Feliu Rafael (2021), *Tres vectores y nueve frentes de la actual guerra híbrida contra China*, <<https://rebellion.org/>>.
- Prashad, Vijay (2020), *Entrevista sobre el socialismo chino y el internacionalismo hoy*, 21-5, <<https://observatoriodetabajadores.wordpress.com/2020/05/25/>>.
- Ríos Xulio (2021), *Diálogo Cuadrilateral de ¿QUAD ?*, 05/03/2021, <<https://www.desdeabajo.info/mundo/item/41845>>.
- Roberts, Michael (2018), *China workshop : challenging the misconceptions*, 7 juin, <<https://thenextrecession.wordpress.com>>.
- Rousset Pierre (2018), *Geopolítica china : continuidades, inflexiones, incertidumbres*, 25 juillet, <<https://vientosur.info/>>.

LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE : UN CONFLIT ENTRE PUISSANCES DISSEMBLABLES

- Watkins Susan (2019), « Estados Unidos vs. China », *New Left Review*, n° 115, mars-avril.
- Yunes Marcelo (2018), *Una década de crisis global, Estado y perspectivas de la economía mundial*, <<https://www.mas.org.ar/?p=809>>.

Résumé

Il n'y a pas d'équivalence dans le conflit géopolitique majeur d'aujourd'hui. Les États-Unis agressent et la Chine se défend. Washington cherche à retrouver son *leadership* impérial et Pékin tente de soutenir la croissance capitaliste sans confrontation extérieure.

La restauration inachevée, le régime politique, l'histoire des pressions impérialistes et le gouffre culturel avec son adversaire limitent la conversion de la Chine en une puissance impériale. Sa captation croissante des flux de valeur internationaux est récente. L'Amérique latine doit combiner la résistance à la domination états-unienne avec la renégociation commerciale avec la Chine.

